

De FALLOUX à BAYROU

En 1848, la France (et l'Europe aussi) connut une révolution qui rompit avec l'héritage monarchique des Bourbons et proclama la IIème République. De février au début juin, la Révolution est gagnante avec un projet d'instruction pour tous les enfants des deux sexes et formation de trois ans aux frais de l'État des futurs maîtres. Ce projet de loi est présenté par Lazare Hippolyte CARNOT, fils du conventionnel organisateur de la victoire, le grand CARNOT, et père du futur président de la République, Sadi CARNOT. Mais les journées de Juin ont réprimé très durement les ouvriers chômeurs révoltés et ont changé la donne. La nouvelle constitution, adoptée en novembre, est réactionnaire et le premier président de la République de l'histoire de France qui est élu est ... Louis-Napoléon BONAPARTE ! En 1850, il appelle le comte de FALLOUX au ministère de l'instruction et des cultes ; celui-ci rompt avec le projet de CARNOT.

La loi FALLOUX, d'inspiration légitimiste, fait la part belle à l'enseignement confessionnel et restreint l'accès à l'instruction pour tous. Il faut attendre la victoire de la IIIème République, après la chute du Second Empire et l'échec de la république monarchiste, donc le début des années 1880, avec les lois de Jules FERRY, véritable évolution révolutionnaire, instituant l'école obligatoire, gratuite et laïque pour assister à la remise en cause progressive de cette loi. La loi sur la Laïcité de 1905, le Front Populaire, les lendemains de la Libération et le programme du CNR, l'évolution de l'Education nationale pendant les Trente Glorieuses ont réduit peu à peu la loi FALLOUX à la portion congrue : en 1993, il ne restait de cette loi que la mention stipulant que l'enseignement public devait être subventionné plus que l'enseignement privé. C'est alors que le nouveau ministre de l'Education nationale du gouvernement BALLADUR – la fin de l'ère mitterrandienne ...-, un certain François BAYROU, décida de déplaçonner le fragment résiduel de la loi FALLOUX, ce qui permettait de subventionner l'enseignement privé à parité avec l'enseignement public voire plus !

Résultat ? 600 000 manifestants furent dans la rue le 16 janvier 1994 pour protester contre la décision d'un ministre si farouchement anti laïc. Il faisait froid et gris ; et BAYROU se retrouva dans le caniveau où l'avait flanqué son idéologie réactionnaire. En dépit de quoi, la superbe chef du SNES-FSU, légèrement sur le retour, le prit dans ses augustes bras, le réconforta, le câlina, le ... plus si affinités ... Et BAYROU demeura ministre de l'Education nationale jusqu'à la dissolution de l'Assemblée Nationale en 1997 !

Ainsi, c'est ce même François BAYROU qui est le nouveau Premier Ministre de la République française. La laïcité n'a qu'à bien se tenir : le nouveau maître du gouvernement de la France, père de six enfants et grand-père de dix-huit bambins, qui a pourtant fait un trou dans son contrat de mariage*, a plus d'un tour dans son sac ... Et l'Education nationale en décrépitude, comme la République d'ailleurs, survivra difficilement aux « calotinades » de ce réactionnaire bon enfant (perfide) et dangereux comme un surin effilé.

A moins que ... censure ? Ou ... démission ? Ou ... évolution révolutionnaire reprenant sa marche en avant ?

Capitalismus delendus est.

* C'est ce qu'il avoua dans une émission télévisuelle.

